

# ENSEMBLE

pour les droits à l'éducation, maintenant !

*"Si tous les enfants du monde s'unissent,  
ils seront plus puissants que tous les gouvernements."*

— Nelson Mandela



Déclaration Universelle des Droits de l'Homme 1948 – Article 26. (1):  
**Toute personne a droit à l'éducation.**

Semaine mondiale d'action  
**23 – 29 avril 2007**



Education International  
Internationale de l'Education  
Internacional de la Educación

GLOBAL CAMPAIGN FOR  
**EDUCATION**  
[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)



Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale mondiale représentant **30** millions d'enseignants, de professeurs et de travailleurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, dans plus de **160** pays à travers le monde. Pour en savoir plus sur l'IE, allez à : [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org)

Internationale de l'Éducation  
5 Boulevard du Roi Albert II  
1210, Bruxelles, Belgique  
Tél. : + 32 2 224 0611  
Fax : + 32 2 224 0606  
Email : [headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org)

**Editeur responsable:**  
Fred van Leeuwen,  
Secrétaire Général  
**Rédactrice:**  
Nancy Knickerbocker



7

## Albanie:

Les enseignants offrent une seconde chance aux enfants-travailleurs

9

## Indonésie:

Les étudiants font le tour des nouvelles écoles dans la province d'Aceh, frappée par le tsunami

10

## UK

La vie moderne est-elle toxique pour les enfants?

12

## Processus de Bologne

La mobilité du personnel et des étudiants doit être améliorée

## Reportage spécial:

# LES DROITS DES FEMMES SONT DES DROITS HUMAINS



## Les droits des femmes : des droits humains

Saviez-vous que ce n'est qu'en 1993 que le Congrès mondial des droits humains a accepté pour la première fois que les droits des femmes étaient en fait des droits humains ? La situation a certainement bien évolué depuis lors, mais il reste encore beaucoup à améliorer avant que des millions de femmes et de petites filles du monde entier ne connaissent véritablement l'équité au sein de la société.

Chaque année, l'IE porte notre message d'un accès égal à une éducation publique et de qualité auprès de la Commission des Nations Unies sur le Statut des femmes. En collaboration avec d'autres organisations dans le mouvement mondial du travail, nous tentons de persuader les gouvernements de ratifier et de s'engager à mettre en œuvre chacune des conventions de l'OIT concernant les femmes. Nous tentons de garantir que la voix des femmes est entendue au programme des Nations Unies ainsi que dans le cadre du développement de politiques, et nous insistons toujours pour que les syndicats soient inclus parmi les représentants de la société civile et les ONG. Après tout, les syndicats représentent le plus grand nombre de femmes de toutes les organisations au monde. En tant qu'Internationale de l'Éducation, nous soulignons le droit des petites filles et des femmes à l'éducation, incluant notamment une éducation appropriée à la santé sexuelle. Nous plaidons également en faveur d'une meilleure reconnaissance de la situation délicate des femmes vivant avec le VIH et le SIDA.

Personne ne connaît la proportion exacte des enseignantes dans le monde entier. Mais nous savons que les femmes constituent la majorité des enseignants et des travailleurs de l'éducation, notamment dans le domaine de la petite enfance et de l'éducation primaire, où les salaires et les conditions de travail sont souvent inférieures aux salaires et conditions de l'enseignement secondaire et supérieur. Alors que la féminisation des enseignants se poursuit, l'IE continuera de plaider en faveur des droits des femmes – enseignantes ou étudiantes.

Fred van Leeuwen  
General Secretary

## > Reportage spécial

# Les femmes syndical aux Nations Unies



Des femmes syndicalistes discutent de la stratégie du groupe de pression.

**F**in février, des femmes et des filles du monde entier ont atterri à New York afin de faire entendre leur voix lors de la 51<sup>e</sup> session de la Commission des Nations Unies sur le Statut des femmes, l'organisme décisionnel mondial clé.

Chaque année, les représentants des États membres se réunissent aux Nations Unies de New York, afin d'évaluer les progrès réalisés en regard de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et autres instruments internationaux clés. Les femmes-syndicalistes et autres défenderesses sont venues inciter les pays à planifier un processus faisant du rêve d'une égalité des genres, une réalité.

Le thème de la session de cette année était le suivant : « L'éradication de toutes les formes de discrimination et de violence à l'encontre des femmes et des petites filles ». Les enseignants ont clairement de nombreuses choses à dire sur le sujet.

Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe de l'IE, a participé à un événement sur le thème « Briser le cycle de la violence

contre les filles : du travail des enfants à l'éducation ».

« La double voire même la triple peine à laquelle les filles doivent faire face est un problème. Elles travaillent durement durant de longues heures à côté des garçons, y compris dans les formes les plus dangereuses de travail des enfants telles que l'agriculture et la mine, mais leur journée de travail ne s'arrête pas là. Elles continuent à accomplir des tâches domestiques en tant que fille dans la famille en sus et au-delà de leur travail dans les champs ou à la mine », note Eastman.

« En outre, les filles sont même plus vulnérables à la discrimination, spécialement sous la forme de viol, de violence et d'exploitation sexuelle. Le VIH/SIDA à la fois affecte et infecte – les jeunes femmes sont maintenant le groupe le plus vulnérable. »

Eastman a rappelé aux participants que les enfants ont droit à une éducation de qualité et que l'enfance doit être consacrée à l'école, non au travail. Elle a déclaré : « L'éducation n'est pas un commerce. Il ne s'agit pas non plus de charité. C'est un droit, et le droit à une éducation de qualité pour tous, pas de première

classe pour certains et de seconde classe pour les autres. »

« Discrimination, violence, trafic et travail forcé incluant l'exploitation sexuelle, particulièrement pour les filles, ne sont pas des problèmes uniquement pour les pays en développement ; ce sont des problèmes majeurs dans les pays développés également. Les enseignant(e)s et leurs syndicats ont un rôle central à jouer pour atteindre l'égalité des genres, et par là même une vie pour tous les enfants incluant éducation de qualité, dignité et espoir d'une vie qui en vaille la peine », explique Eastman.

Tandis que la situation est partout terrible, Eastman appelle à l'optimisme car il existe un consensus grandissant dans le monde sur le fait que le travail des enfants peut et doit être éliminé. « Ensemble nous faisons vraiment une différence. »

Marilies Rettig, présidente du Comité sur le statut des femmes de l'IE, a également pris la parole lors de la session organisée par l'IE, l'Internationale des services publics et la Confédération internationale des syndicats.

« Il est inconcevable qu'il y ait encore de nos jours plus de 100 millions d'enfants à travers le monde qui n'ont pas accès à

**Couverture:** Des femmes et des filles bangladeshi manifestent lors de la Journée internationale de la femme.

# istes prennent la parole

l'éducation, deux tiers d'entre eux étant des filles qui ne passeront jamais le pas d'une école ou d'une salle de classe, comme le font mes étudiants », a déclaré Mme Rettig.

Elle a ajouté que l'« éducation constituait l'unique moyen et le plus important permettant aux filles d'atteindre le maximum de leur potentiel, d'avoir la force d'échapper à leurs vies de misère, à la maladie et à la violence ».

Rettig a mentionné que, depuis la proclamation des objectifs de Dakar, beaucoup avait été accompli afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation. Cependant, les obstacles de-

meurent et il reste encore beaucoup à faire.

« Que pouvons-nous faire pour affronter les nombreux obstacles, les obstacles systémiques, profondément ancrés dans la culture et la tradition, ceux qui sont soutenus par les organismes de gouvernance internationaux tels que la Banque mondiale ou le FMI ? » Voici quelques exemples d'étapes mentionnées par Mme Rettig :

> Soutenir la restructuration des Nations Unies afin de répondre de manière efficace aux questions affectant les petites filles et les femmes, et

offrir ainsi les ressources de financement et les programmes nécessaires.

> Maximiser les opportunités de travail entre les gouvernements, les ONG et le mouvement syndical.

> Insister pour que la recherche soit menée au niveau international, notamment dans le domaine du travail caché des enfants où de nombreuses petites filles sont forcées au travail domestique, font l'objet d'un trafic ou deviennent des esclaves sexuelles.

> Offrir le soutien financier, si nécessaire à ces pays tentant

d'atteindre les objectifs EPT pour tous les enfants et promouvoir des programmes et des cursus s'adaptant à tous les genres.

> Éliminer les frais de scolarité.

> Répondre à la question de la formation des enseignants, à la fois en regard du manque considérable de 15 millions d'enseignants, nécessaires pour atteindre les objectifs EPT, ainsi qu'en regard de formations de qualité permettant d'enseigner sur des questions telles que la violence, le VIH et le SIDA et l'égalité des genres.

## Journée internationale de la femme

Par Daphne Davies



La journée internationale de la femme commémore l'histoire de femmes ordinaires qui ont fait l'histoire. Elle remonte en droit fil à la grève sexuelle décrétée en Grèce Antique par Lysistrata, une femme contrariée par le départ à la guerre de son mari, passe par Louise Michel, figure de la Commune de Paris en 1971 qui fit face aux fusils des soldats, pour aboutir aux millions de travailleuses qui luttent aujourd'hui pour défendre leurs droits.

Le 8 mars 1857, les travailleuses de l'industrie du vêtement et du textile de New York manifestèrent pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail, la journée de dix heures et l'égalité des droits. Les femmes ont constitué leur propre syndicat en mars 1860.

Près de cinquante ans plus tard, le 8 mars 1908, 15 000 tra-

vailleuses de « l'industrie de la laine » demandèrent que la législation interdise le travail des enfants et réclamé le suffrage des femmes.

La première conférence internationale des femmes eut lieu à Copenhague deux ans plus tard, en 1910. À cette occasion, Clara Zetkin, socialiste allemande, demanda que la journée internationale de la femme soit déclarée en l'honneur des travailleuses. Le Kaiser d'Allemagne l'appelait « la sorcière la plus dangereuse de l'Empire ».

L'année suivante, la journée internationale de la femme fut célébrée par plus d'un million de personnes en Autriche, au Danemark, en Allemagne et en Suisse. Des femmes et des hommes participèrent à des rallies pour exiger pour les femmes le droit de vote, le droit d'occuper une fonction publique, le droit au travail, à la

formation professionnelle et la fin de la discrimination sur le lieu de travail.

À la veille de la première guerre mondiale, le 8 mars 1913, des femmes participèrent à des rallies pour la paix dans toute l'Europe et en Russie. En 1917, ce furent les travailleuses de l'industrie du textile russe qui lancèrent la révolution. En dépit de l'opposition des dirigeants politiques de l'époque, ces femmes firent la grève pour « le pain et la paix » le dernier dimanche de février, soit le 8 mars selon le calendrier grégorien.

Après la révolution, Alexandra Kollantai, féministe bolchevique, persuada Lénine de décréter le 8 mars jour férié mais ce ne fut que cinquante ans plus tard, en 1965, que cette journée devint un jour « non travaillé » en Union Soviétique.

En Chine, le 8 mars 1924, les femmes manifestèrent contre

l'opposition du Congrès national au droit de vote des femmes.

La date du 8 mars perdra de son importance par la suite mais sera redécouverte dans les années 1970 durant la montée du mouvement de libération de la femme en Europe et aux États-Unis, pour lequel elle deviendra une sorte de jour férié.

La CISL et la CMT célèbrent chaque année la journée internationale de la femme, qui a servi à lancer la campagne « Les syndicats pour les femmes, les femmes pour les syndicats » dont l'objectif est d'augmenter la présence des femmes dans les syndicats, notamment de syndicaliser les femmes des zones franches d'exportation, de l'économie informelle, les migrantes et les jeunes.

## Réflexions de dirigeantes syndicales africaines sur la Journée internationale de la femme

Par Wouter van der Schaaf

**« Nous avons relevé de nombreux défis qui se posaient il y a 20 ou 30 ans, mais nos filles doivent livrer de nouvelles batailles pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes. La Journée internationale de la femme garde toute sa pertinence. À plus forte raison, nous devons – en tant que syndicats d'enseignants – faire parvenir le message à un plus grand nombre de femmes, en particulier celles qui sont les plus vulnérables sur notre continent. »**

Tel était le message de quatre femmes, toutes dirigeantes de syndicats d'enseignants africains, livré au cours d'une table ronde sur l'importance de la Journée internationale de la femme. Celle-ci eut lieu un dimanche après-midi au Caire, à la veille de la 6e Conférence africaine de l'IE. La conclusion fut unanime : malgré les importants acquis obtenus sur le plan social et juridique, les femmes ont encore

un long chemin à parcourir avant que ne soit établie une véritable égalité.

« Nos filles possèdent à présent une autorité parentale égale », déclare Mariame Sakho du SYPROS, au Sénégal. « Mais, en raison de règles fiscales, il n'y a toujours pas de parité salariale dans mon pays. »

« Au Zimbabwe, une enseignante enceinte a dû démissionner de l'enseignement ; à son retour, elle a dû recommen-

cer sa carrière à partir de zéro », ajoute Tendai Chikowore, présidente du ZIMTA, au Zimbabwe.

« La pression des syndicats a permis d'améliorer certaines », déclarait Helena Awurusa du GNAT, au Ghana. « Les femmes du Ghana peuvent enfin avoir un contrôle sur des ressources. Cela signifie qu'elles peuvent disposer d'une propriété et qu'elles ne sont plus dépendantes de leurs maris. Des progrès ont donc été réalisés sur le plan financier et juridique. »

« En Ouganda, la Journée internationale de la femme est pour nous l'occasion de reconnaître la contribution des femmes dans le développement de notre pays et de notre continent », ajoute Margaret Rwabushija, présidente du UNATU, en Ouganda. « Mais notre message n'est pas encore parvenu dans les contrées les plus éloignées de

nos pays. Il reste à faire un important travail de sensibilisation. Lors de la Journée internationale de la femme, je pense surtout aux femmes vivant dans les zones rurales – celles qui n'ont pas accès au progrès, qui sont le plus vulnérables et qui n'ont pratiquement pas reçu d'instruction. »

Les quatre femmes confirment le lien existant entre la JIF et l'éducation. « À travers l'éducation, les femmes apprennent l'estime de soi. L'éducation ne les aide pas seulement à réaliser des progrès économiques. L'éducation est également importante pour qu'elles se sentent sûres d'elles-mêmes et qu'elles apprennent à défendre leurs droits ». « Nous sommes des modèles pour toutes les filles et les jeunes femmes de notre pays. Je pense donc que la Journée internationale de la

## Les femmes aussi se battent pour le pain et les roses

Par Veronica Rankin

**« Combattre, lutter, pour remédier à l'injustice »**

C'était la devise du National Federation of Women Workers, créé en Grande-Bretagne en 1906. Sa fondatrice, Mary McArthur, est née à Glasgow, à l'époque la ville industrielle principale de l'Écosse.

McArthur et les femmes comme elle essayaient d'approcher les injustices profondes comprenant les conditions de travail terribles, les salaires bas, l'exploitation, les longues heures de travail et les souff-

rances des travailleurs exploités. Le NFWW était l'un des nombreux syndicats représentant les femmes en Grande-Bretagne, et le récit de leur courage est répété dans l'histoire des femmes faisant partie de syndicats dans le monde entier. En effet, c'est grâce aux femmes syndicalistes comme Mary McArthur que nous en sommes là aujourd'hui.

En tant qu'ancien professeur d'histoire, je connais l'importance non seulement de revendi-

quer le passé des femmes, mais aussi de le réévaluer à son juste mérite. Trop souvent notre histoire, notre travail et nos contributions à la société ont été mis à l'écart, dépréciés ou ignorés.

Le pain et les roses sont devenus dans le monde entier les symboles iconiques du syndicalisme des femmes, et sont centraux lors des célébrations chaque année lors de la Journée internationale de la femme. Il y a beaucoup à célébrer, mais beaucoup de luttes de-

meurent pour remédier aux maux persistants.

Comme éducateurs travaillant au sein de l'Internationale de l'Éducation, nous devrions être conscients de la nécessité d'instruire les femmes et les jeunes filles. C'est le seul outil efficace d'autonomisation.

Une des sessions de travail au Congrès Mondial cette année à Berlin traitera de la participation des filles dans l'éducation. Le vrai défi qu'elle renferme est non seulement réussir à en-

©IE



Mariame Sakho,  
SYPROS, Sénégal

©IE



Tendai Chikowore,  
ZIMTA, Zimbabwe

©IE



Helena Awurusa,  
GNAT, Ghana

©IE



Margaret Rwabushija,  
UNATU, Ouganda

femme s'adresse principalement aux générations futures.» Les quatre dirigeantes signalent que leur syndicat ont réalisé des progrès en matière d'égalité entre les sexes. Que cela soit par le biais du système de quotas ou d'autres mesures, les quatre syndicats ont enregistré une nette augmentation des femmes aux postes de direction. « C'est un véritable progrès parce les questions de genre sont ainsi mises en évidence », affirme Rwabushija.

Les quatre syndicats organisent des événements lors de la Journée internationale de la femme, en coopération avec des ONG ou dans le cadre de campagnes nationales avec le gouvernement. Les femmes admettent que l'impact de la Journée internationale de la femme est plus significatif au niveau local et que cette manifestation ne devrait pas se limi-

ter à une journée. « C'est ainsi qu'au Sénégal la JIF est suivie d'une campagne de deux semaines afin de s'assurer que notre message est diffusé dans tous les coins du pays », déclare Sakho. « De nouveau, les syndicats d'enseignants peuvent jouer un rôle unique puisque nous avons des membres jusque dans le plus petit village. »

Les quatre femmes soutiennent entièrement le thème de la Journée internationale de la femme de 2007 : « Mettre fin à l'impunité de la violence contre les femmes. »

Chikowore déclarait : « Nous avons maintenant des lois sur la violence domestique. C'est certes un progrès. Mais il est grand temps que ce type de loi soit appliquée – pas seulement dans mon pays, mais sur tout le continent africain. »

« Au Ghana, cette loi a entraîné au Parlement pendant plus de cinq ans et le vote ne fait que s'éterniser », confirme Awurusa. Elle a déclaré que la violence domestique et le viol conjugal constituent des préoccupations majeures. « Nous devons sensibiliser et protéger nos filles. Et il est important qu'elles aient des modèles à l'école. »

En Ouganda, une ministre a marqué un pas en parlant ouvertement de sa lutte en tant que victime de violence domestique. « Cela a aidé d'autres personnes dans le pays à se faire connaître », a affirmé Rwabushija. « C'est un sujet sensible mais, en tant que syndicats, nous devons prendre l'initiative et nous rallier aux campagnes centrées sur la violence à l'école basée sur le genre. Notre code de conduite actuel n'aborde pas ce problème de manière appropriée et

nous devons changer cet état de fait. »

Elle a ajouté que le lien entre la réalisation de l'Éducation Pour Tous et les objectifs de la Journée internationale de la femme ne pouvait pas être sous-estimé. Dans les quatre pays, les syndicats organisent des campagnes afin de s'assurer que les filles vont à l'école et qu'elles y restent. « Il ne faut pas qu'elles deviennent automatiquement les gardiennes du foyer lorsque les parents sont atteints par la pandémie du VIH », affirme Chikowore.

Quatre femmes – des enseignantes, des dirigeantes, des mères, des activistes qui font avancer l'égalité entre les sexes en Afrique. Pour elles, la Journée internationale de la femme est une journée de réflexion, mais c'est avant tout un jour d'action.

voyer les filles à l'école, mais aussi qu'elles continuent à fréquenter les classes. Les actions et les lois qui humilient les femmes et les filles et empêchent leur accès à l'éducation, humilient et appauvrissent également la société dans laquelle elles vivent.

A un moment donné en Ecosse, et en effet dans la majeure partie de l'Europe et de l'Amérique du Nord, certains éléments majeurs du programme d'études ont été refusés aux filles ou aux garçons, reflétant les vieilles normes de société basées sur le genre. Les filles ont été encouragées à s'intéresser aux occupations domestiques pour faire de bonnes mères et

ménagères, et à atteindre des qualifications pouvant leur permettre de gagner leur vie après avoir éduqué des enfants. Les garçons ont été encouragés à développer des ambitions qui en feraient de bons chefs de famille.

Un programme d'études approprié, défiant les stéréotypes, rendant les filles autonomes, et leur fournissant la possibilité de se développer en femmes confiantes, est essentiel. Pour que ceci se réalise, nous avons besoin de professeurs qui soient commis aux droits liés à l'égalité, bien informés au sujet de l'histoire des femmes, et sûrs d'eux pour œuvrer en faveur d'un tel programme d'études et pour le délivrer.

Dans beaucoup de pays, les femmes ont réalisé l'égalité -- au moins sur papier. Cependant, elles souffrent toujours de l'oppression par le harcèlement sexuel, la violence et l'abus domestique, physique et mental. Les abus endurés par les femmes se nourrissent de l'ignorance, de la superstition et de la culture ; des 'normes' sociales qui assument l'infériorité des femmes. Le travail de l'Internationale de l'Éducation dans ses nombreux projets à travers le monde entier est la preuve que l'éducation renforce la position des femmes et des filles. Ces projets apportent la preuve manifeste de femmes mettant la société au défi et insis-

tant pour jouer un rôle égalitaire dans celle-ci. À travers l'histoire, il y a beaucoup d'exemples de femmes qui se réunissent pour défendre leurs intérêts et pour empêcher l'exploitation. Ceci pour le plus grand bien de la société. La Journée internationale de la femme est le moment de réfléchir sur la lutte des femmes dans le monde entier pour l'égalité et la justice. Et c'est le moment pour se rappeler l'importance de l'éducation dans cette lutte.

*Veronica Rankin est Responsable Nationale (Éducation et Égalité) au sein de l'Institut d'Éducation en Écosse, et Présidente du Comité Paneuropéen des Femmes de l'IE.*

# Lancement européen de la Semaine globale d'action au Parlement européen

**“Pourquoi Tony Blair ne devrait-il pas parler aux enfants ? Ils sont également importants !”**

**T**elle a été la réponse de Vince Doherty, un enseignant à la Langdon School au RU à une question posée par un journaliste sur le rôle des étudiants dans ces campagnes d'action.

Doherty, membre de longue date de la NASUWT, affiliée de l'IE, a rejoint d'autres enseignants et étudiants de 10 différents pays pour jouer un rôle central dans le lancement de la Semaine globale d'action de cette année au cours d'un événement haut en couleurs au Parlement européen.

La Semaine globale d'action se tient chaque année à la fin du mois d'avril et vise à mettre sous pression les dirigeants mondiaux pour qu'ils prennent des engagements et spécialement à ce qu'ils s'y tiennent, afin d'aider à réaliser l'Éducation Pour Tous d'ici 2015. La Semaine ne représente pas une action isolée de lobbying. Il s'agit plutôt du point culminant d'efforts de campagne dans le domaine de l'éducation qui ont lieu sur une base continue tout au long de l'année.

Pour inaugurer la campagne 2007, un groupe motivé de militants, y compris des étudiants et des enseignants, des représentants d'organisations syndicales et des ONG, se sont tous rendus à Bruxelles pour poser des questions aux députés européens quant à la garantie du droit à l'éducation pour tous les enfants.

Lors de cet événement, organisé par la députée et ancienne enseignante Glenys Kinnock, des étudiants d'Argentine, du Sénégal, du Royaume-Uni, d'Irlande, d'Allemagne, des Pays-Bas, du Danemark, d'Espagne, de France et de Grèce ont tous fait pression sur leurs représentants pour qu'ils obtiennent les droits à l'éducation pour les 80 millions d'enfants qui n'ont toujours pas accès à l'école.

Avec leur slogan “Droits à l'Éducation maintenant”, le groupe a réussi à convaincre les députés de la nécessité de mener des actions de lobbying tant auprès de la Commission européenne, en tant que principale aide à l'éducation, qu'auprès de leurs administrations nationales quant à l'importance de libérer des fonds substantiels pour réaliser l'Éducation Pour Tous d'ici 2015.

L'événement s'est terminé autour de la salle de réunion par une chaîne des mains jointes des étudiants, des enseignants et des députés européens dans un grand élan de solidarité pour la cause de l'éducation. L'IE exhorte ses affiliés à organiser des événements de solidarité similaires aux niveaux local et national dans leur pays.

## La Semaine globale d'action fait la différence !

L'année dernière, les efforts des étudiants, des enseignants et de leurs organisations au cours de la Semaine globale d'action ont récolté des résultats concrets pour l'éducation publique dans de nombreux pays dans le monde.

Au Malawi, par exemple, le Ministre de l'Éducation avait annoncé qu'à partir de mai 2006, les enseignants de



Des étudiants se tenant la main pour l'Éducation Pour Tous au Parlement européen.

© IE

chaque école primaire recevraient 200US\$ par mois pour acheter du matériel scolaire.

A Taïwan, l'Association nationale des enseignants avait osé mener une campagne de 10 ans pour réduire la taille des classes. L'année dernière au cours de la Semaine globale d'action, le Ministre taïwanais de l'Éducation a finalement promis de réduire la taille des classes de 40 à 35 étudiants d'ici 2007 – une étape majeure dans l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Ailleurs, dans le cadre de la Semaine globale d'action, les campagnes se sont davantage orientées vers la solidarité internationale. Dans de nombreux cas, ces efforts ont résulté en l'octroi par les gouvernements d'une aide plus importante à l'éducation de base dans les pays en voie de développement ainsi qu'en d'autres

mesures pour réaliser une Education de Qualité Pour Tous.

Aux Pays-Bas, où le gouvernement alloue déjà 15% de son aide au développement à l'éducation, le Ministre de la Coopération au Développement a promis de presser les autres pays à suivre le mouvement.

En Espagne, des enfants étaient présents devant le Président du Parlement, Manuel Marin, lorsqu'il a signé la promesse d'agir afin de garantir un enseignant à chaque enfant du monde.

Finalement aux Etats-Unis, le membre du Congrès Spencer Bachus a souligné le fait que, bien que les Etats-Unis représentent la plus grande économie du monde, ils ont continuellement manqué à leur engagement quant à l'augmentation du financement de l'EPT, et a promis de faire tout ce qui est possible pour améliorer cette situation.



Pour en savoir plus sur la manière de vous impliquer, merci de visiter le site de l'IE sur la Semaine globale d'action :

[www.ei-ie.org/globalactionweek](http://www.ei-ie.org/globalactionweek)

Ou de visiter la Campagne globale pour l'éducation :

[www.campaignforeducation.org/joinup/index.php](http://www.campaignforeducation.org/joinup/index.php)

Vous pouvez également nous envoyer un e-mail

[globalactionweek@ei-ie.org](mailto:globalactionweek@ei-ie.org)

## Les enseignants offrent une seconde chance aux enfants-travailleurs

Ces photos dérangent profondément : des enfants fouillant dans les poubelles, vendant des bibelots à des prix dérisoires, lavant des tombes dans les cimetières. Sur une image, on peut apercevoir un enfant faisant la manche devant un conducteur qui passe. Il est tellement petit qu'il peut à peine atteindre la fenêtre de la voiture.

« Vous voyez, la tragédie du travail des enfants, cela ne concerne pas seulement l'Asie et l'Afrique. Cela concerne également l'Europe », déclare Stavri Liko, Secrétaire exécutif du syndicat Federation of Education and Science of Albania et coordinateur du programme de prévention sur le travail des enfants dirigé par les deux syndicats d'enseignants nationaux, le FSASH et la SPASH.

Les syndicats estiment à 10 000 le nombre d'enfants travaillant comme vendeurs de rue, à 3 000 le nombre d'enfants travaillant officieusement dans l'industrie de la construction, tandis que 4 000 en seraient réduits à fouiller les poubelles. Liko aborde le problème avec émotion et envisage le besoin de solutions avec beaucoup d'enthousiasme.

« Lorsque vous voyez des enfants qui travaillent dans les rues comme cela, quelque chose vous ronge de l'intérieur », déclare-t-il. Liko considère qu'il incombe à chacun, en tant qu'être humain, de s'occuper des enfants à qui l'on a refusé l'accès à l'éducation et que l'on a forcé à travailler – souvent dans des conditions qui tendent à l'exploitation. De même, il relève du devoir de chaque enseignant de tenter de garder les élèves à l'école et d'optimi-



Stavri Liko, Secrétaire exécutif de syndicat Federation of Education and Science of Albania, devant l'exposition de photographies sur le travail des enfants.

ser au maximum leur potentiel dans la vie.

Grâce au soutien et à la solidarité du syndicat d'enseignants néerlandais ainsi que du centre de travail des Pays-Bas, le FNV, les enseignants albanais sont parvenus à créer un programme novateur afin de prévenir et éliminer le travail des enfants en gardant ces derniers à l'école. Au cours des deux années passées, les syndicats albanais ont travaillé en collaboration avec leurs homologues néerlandais, de même qu'avec l'OIT et l'IPEC. « Il n'est pas question de faire machine arrière », tel était le slogan reflétant l'engagement des syndicats en regard du travail des enfants.

Andre Dumont, secrétaire international de l'AOB, a déclaré que le programme de prévention sur le travail des enfants avait obtenu un succès considérable. Selon ce dernier, l'une des stratégies clés résidait dans la formation des enseignants aux diverses façons de soutenir les enfants risquant d'être déscolarisés afin de les aider à intervenir avec succès dans la prévention de la déscolarisation. Il a ajouté que l'ensemble de ce travail s'intégrait dans le cadre

des objectifs du programme Education Pour Tous.

De nos jours, 60 écoles réparées dans quatre quartiers sont impliquées et 1 000 enseignants se sont portés volontaires pour le programme en plus de leur travail quotidien à l'école. Ils contrôlent les enfants absents, proposent des cours informels aux enfants à la maison, éduquent les parents à l'importance d'aller à l'école pour leurs enfants et coopèrent avec les parents et les membres de la communauté afin de rendre l'école attrayante et intéressante pour les enfants grâce à la mise en place de clubs et d'activités sportives.

Ils proposent également un programme intitulé « Seconde chance », destiné aux enfants ayant été sur le marché du travail, mais souhaitant réintégrer l'école. De nombreux adolescents, qui n'ont pas jamais eu accès à l'éducation, ont beaucoup de réticence à aller à l'école. Ils redoutent en effet leur différence d'âge avec leurs camarades de classes primaires. Cependant, grâce au programme « Seconde chance », ils peuvent désormais suivre leur cursus primaire avec des pairs plus

proches de leur âge.

La bonne nouvelle, c'est qu'environ 1 400 élèves qui travaillaient dans la rue, dans des usines, en tant que domestiques ou de nombreuses différentes autres façons, ont aujourd'hui été réintégrés à l'école.

Afin de mettre en lumière le problème du travail des enfants en Albanie et le dévouement des enseignants qui travaillent ensemble pour aider à le prévenir, l'IE a organisé une exposition de photos à l'occasion du Salon professionnel de l'Education, à Utrecht. Ces photos ont gagné le prix du projet le plus innovant.

A l'avenir, l'objectif est de travailler non seulement avec les enseignants, mais également avec les représentants des travailleurs du secteur de l'industrie, de la construction, de l'industrie vestimentaire, de la fabrication de chaussures ou encore de l'agriculture – des secteurs où travaillent un nombre considérable d'enfants.

« Nous souhaitons faire pression sur ces employeurs afin qu'ils n'emploient pas les enfants, pour les garder à l'école », a-t-il expliqué.

# La guerre et les inondations frappent les écoles somaliennes

**Les enseignants et les étudiants somaliens souffrent des conséquences non seulement de la guerre, mais également des catastrophes naturelles.**

La dernière victime en date est le prééminent activiste enseignant Ahmed Mohamed Ali, qui a été brutalement assassiné pas des tireurs non identifiés le 24 février. Quelques jours plus tard le président du SNUT Osman Mahmoud Ahmed a condamné publiquement le meurtre d'Ali et demandé que les responsables soient traduits devant la justice. Depuis lors, des menaces de mort répétées l'ont contraint à la clandestinité.



Osman Mahmoud Ahmed, président du SNUT.

Selon les données collectées par le Somali National Union of Teachers, 16 enseignants et 24 étudiants compteraient parmi les victimes de la guerre entre l'Union des tribunaux islamiques et le gouvernement par intérim, soutenu par les forces éthiopiennes. Douze autres enseignants ont eu des membres de leur famille tués et on dénombre au moins 46 enseignants et étudiants blessés à différents degrés. Le SNUT déclare en outre que les inondations dans le sud de la Somalie ont emporté la vie de 8 enseignants et 15 étudiants, et 18 autres enseignants ont perdu des membres de leurs familles.

« Il est difficile d'obtenir des statistiques précises sur les victimes et les dommages car les

inondations ont rendu la communication impossible et les combats font encore rage dans certaines régions du pays », a déclaré Ahmed. « La plupart des écoles de ces régions [du sud] ont été soit détruites, soit lourdement endommagées, puisque la majorité des écoles des petites villes ou villages sont faites de paille et de boue ».

Ahmed a déclaré que des centaines d'enseignants, d'étudiants ainsi que leurs familles comptaient parmi les milliers de personnes déplacées, forcées à fuir leurs maisons par les inondations ou encore les combats. Il savent qu'ils habitent dans des abris de fortune qui ne peuvent les protéger des éléments, sans parler des bombardements et des balles. Les enfants ont besoin de conseils pour les aider à gérer le profond traumatisme psychologique et les enseignants ont besoin d'une formation plus poussée pour faire face à ces défis.

« Ce qui est dangereux, c'est que les écoles sont utilisées comme postes de recrutement pour les combats. On demande en effet aux élèves et aux enseignants de participer à la guerre en invoquant le "devoir religieux ou national" », ajoute Ahmed. « Le SNUT est contre la politisation des enfants et des travailleurs de l'éducation, et à fortiori le recrutement des enfants comme soldats. Nous avons fait part de notre position sur ces questions à de nombreuses occasions et nous poursuivons notre combat ».

Malgré de lourds problèmes financiers, le SNUT a travaillé afin d'aider les enseignants touchés en collectant les



Les étudiants réfugiés doivent utiliser des planches en bois en guise de cahiers.

contributions des autres enseignants, organisations caritatives locales et personnes individuelles. Les affiliés du SNUT ont distribué de la nourriture et des couvertures aux enseignants déplacés dans des camps, ainsi qu'à leurs familles. Ils ont également aidé à la mise en place d'écoles de fortune de manière à poursuivre l'éducation des enfants réfugiés.

Selon Abdurrahman Warsameh, vice-président du SNUT, dans une société où la guerre, la famine, la sécheresse et les inondations constituent une dure réalité, les enseignants luttent pour réaffirmer les valeurs de l'éducation.

« Qu'elles soient causées par l'homme ou par la nature, les catastrophes font depuis longtemps partie du quotidien depuis l'effondrement du gouvernement national en 1991, mais lorsque cette fatalité s'est aggravée, les enseignants somaliens se sont aidés les uns les autres en réunissant leurs maigres ressources », a ajouté Warsameh. De nombreux éducateurs somaliens doivent tra-

vailer gratuitement pour « éduquer leur communauté en dépit des difficultés et des privations qui font de l'éducation une priorité minime pour les personnes devant lutter pour leur survie ».

Les soulèvements sociaux ont décimé l'éducation publique en Somalie. Certains bâtiments scolaires sont devenus des décharges, tandis que d'autres ont été occupés par des squatteurs. Près de 80 pour cent des enfants somaliens ne vont pas à l'école ou ne peuvent tout simplement pas y aller.

Les dirigeants du SNUT ont lancé un appel aux enseignants à l'étranger afin qu'ils aident leurs collègues et le système scolaire en Somalie à travers la sensibilisation de l'opinion publique et l'aide humanitaire. L'Internationale de l'Éducation envisage diverses façons de venir en aide aux enseignants les plus touchés par la guerre et/ou par les inondations, ainsi qu'à leurs familles. L'IE tente également de contacter les quelques agences d'aide internationale travaillant toujours à l'intérieur du pays.

## Les étudiants visitent les nouvelles écoles d'Aceh

Par Phuoc Huynh, Hue Huynh & Glenn Hokin

**Les auteurs faisaient partie d'un groupe de douze étudiants et quatre enseignants, venus d'Australie, du Canada, du Japon, des Pays-Bas et du Royaume-Uni afin de participer à une visite du projet de reconstruction des écoles organisée par l'IE à Banda Aceh, en Indonésie.**

Le niveau des destructions qui ont frappé Banda Aceh et les villages avoisinants le 26 décembre 2004 était accablant. Au moins 220 000 personnes ont péri à Aceh, dont plus de 20 000 enfants. On compte environ 2 300 enseignants tués tandis que le nombre d'écoles endommagées s'élève à 1 662.

A la suite du tsunami, plus d'un millier d'organisations non gouvernementales se sont installées à Banda Aceh. On note cependant que la plupart de ces ONG ont à présent quitté les lieux. Tandis que le monde s'intéresse désormais à d'autres régions, l'Internationale de l'Education confirme son engagement visant à aider les enfants et à améliorer l'éducation. Voilà quelque chose dont toutes les organisations membres peuvent être fières.

L'Internationale de l'Education construit 28 écoles primaires publiques, coûtant chacune US\$150 000.

Quinze écoles seront bâties à Banda Aceh et treize dans d'autres régions. Il est encourageant de constater que l'aide de l'IE s'étend aussi loin et aide tant de personnes. La construction de l'ensemble des écoles devrait être finie au printemps 2007.

Les écoles construites par l'IE sont considérées comme un modèle pour les autres organisations. Ces écoles sont attrayantes pour les élèves. Chacune dispose de six salles de classe, d'une bibliothèque, d'une salle de prière, d'une salle destinée au personnel ainsi que d'un bureau pour le principal. Elles sont en outre intégralement équipées de meubles et d'ordinateurs. En outre, chaque école a été bâtie de manière à résister aux tremblements de terre.

L'accent que l'IE porte à la reconstruction des écoles primaires et élémentaires publiques constitue un important pas en avant vers l'Education pour tous d'ici 2015. L'engagement visant à offrir une éducation gratuite, de qualité et pour tous les enfants a plus de chances de progresser par le biais d'un accès accru aux écoles primaires publiques.

Les visites dans un certain nombre d'écoles de l'IE ont suscité une vive émotion. On ne pouvait s'empêcher de contempler la tragédie que les enfants avaient traversée. Les écoles changent, mais les histoires demeurent les mêmes. Les populations des écoles ont été dévastées. Les enfants ont raconté des histoires émouvantes dont ils ont été témoins, relatant des proches emportés et des familles entières décimées. Chacune des visites d'écoles témoignait de la force du courage et de la constance des hommes. L'inspiration que ces enfants nous ont procurée fut infinie. Voir ces enfants sourire, rire et jouer ensemble fut à la fois encourageant et nous remémorait l'importance du rôle de l'éducation. Ces enfants représentent la « nouvelle génération » et



©IE



Les sœurs Huynh avec des étudiants dans leur nouvelle école.

©IE



L'enseignant Glenn Hokin avec des étudiants.

©IE

nous offrent un nouvel espoir.

Il est apaisant de voir le nombre de programmes complets et divers mis en œuvre par l'IE, et de constater le succès dont ils jouissent.

Parmi les enseignants nouvellement nommés, un millier d'entre eux ont à présent été formés. Cela s'intègre dans le cadre d'une stratégie importante visant à offrir une éducation de base de qualité. Cependant, il est clair que le gouvernement doit accroître les salaires afin d'attirer des enseignants de plus grande qualité. A présent, certains enseignants ne sont payés qu'un dollar US par jour.

La formation de 338 enseignants à l'accompagnement psychologique a également été entreprise. Cela constitue une mesure vitale afin d'offrir un soutien et de permettre aux enseignants d'identifier les enfants souffrant de troubles psychologiques et de les diriger ensuite vers un traitement adapté. Lorsque l'on écoute ces histoires poignantes et que l'on se plonge dans le regard des enfants et des enseignants, ce programme revêt une importance inestimable.

L'IE scolarise également 4 000 orphelins et autres enfants particulièrement affectés, qui seraient sinon dans l'incapacité d'aller à l'école.

Pour nous, cette visite des régions affectées par le tsunami fut une expérience à la fois humble et enrichissante, une expérience qui change la vie. Le succès de ce programme incombe au dur travail et à l'engagement de Jerome Fernandez, coordinateur de l'IE pour la province d'Aceh, et de son équipe de six personnes, de même que d'Aloysius Matthews, coordinateur de l'IE pour la région Asie-Pacifique. En dépit des obstacles considérables, ils sont parvenus à accomplir des miracles pour les enfants et les enseignants de la province d'Aceh. Nous emporterons avec nous pour toujours ces tragédies personnelles ainsi que les sourires et les rires de la nouvelle génération et le nouvel espoir de la province d'Aceh.

*Extrait d'un rapport effectué par les étudiants Phuoc Huynh, Hue Huynh et leur professeur Glenn Hokin de Sydney, Australie.*

# La vie moderne est-elle toxique pour les enfants?

Par Dr. Richard House

**Les modes de vie consuméristes et technologiques d'aujourd'hui compromettent-ils le bon développement et l'aptitude à apprendre de nos enfants? Le système éducatif peut-il contribuer à la «toxicité» de l'enfance au XXIe siècle?**

L'automne dernier, un grand quotidien londonien publiait une lettre ouverte intitulée *La vie moderne induit davantage de dépressions chez les enfants*. Cette lettre était signée par plus d'une centaine de personnalités publiques et professionnelles spécialisées dans le développement et l'éducation des enfants et je comptais au nombre des signataires.

Dans cette lettre, nous exprimons de graves inquiétudes concernant la perte de l'enfance dans la vie contemporaine et le besoin urgent d'instaurer un dialogue public et averti sur ce qu'il y a lieu de faire pour y remédier. Nous sommes préoccupés par le fait qu'un mode de vie sédentaire, «virtuel» et vissé à un écran affecte le comportement et l'aptitude à apprendre d'un nombre croissant d'enfants dans les pays les plus riches.

L'une des signataires les plus éminentes, la Baronne Susan Greenfield, directrice de la Royal Institution, considère que le mode de vie des enfants, qui est de plus en plus lié à un écran, peut leur faire courir des risques graves à long terme. Parmi ceux-ci, on peut citer «la perte potentielle de l'imagination, l'incapacité à se concentrer longtemps, la tendance à confondre les faits et la connaissance et une homogénéisation de toute une génération d'esprits». Elle craint que ces risques n'en «viennent même à modifier véritablement le fonctionnement physique du cerveau».

Ma collègue, Sue Palmer, a passé trois ans à étudier l'influence de la culture contemporaine sur le développement des enfants et, en particulier, sur leur capacité à ap-

prendre. Son livre, intitulé *Toxic Childhood* (Enfance toxique), soulève les questions suivantes:

> Qu'est-ce qui sous-tend l'explosion actuelle des troubles du développement et du comportement, le nombre accru de dépression infantile et l'insatisfaction généralisée chez les jeunes?

> Quels sont les changements intervenus dans la vie des enfants ces 25 dernières années qui ont pu affecter la cognition et le comportement et qui rendent l'apprentissage de la lecture et de l'écriture plus difficile pour les enfants?

> Comment l'école, les parents et la société peuvent-ils «désintoxiquer» les enfants d'aujourd'hui?

Dans son étude, Sue Palmer constatait que les moins de 10 ans sont plus distraits et plus impulsifs qu'il y a quelques décennies, ce qui provoque des problèmes de discipline à l'école. Elle observait également une explosion des «besoins éducatifs spéciaux».

Une autre constatation était que la technologie devance la biologie dans de nombreux domaines. Les enfants doivent passer moins de temps dans des mondes virtuels et davantage dans le monde réel, en mangeant de vrais aliments, en jouant à de vrais jeux et en ayant des relations avec des personnes réelles, y compris les adultes importants dans leurs vies. S'ils ne le font pas, ils compromettent leur développement intellectuel, émotionnel et social. Une étude récente menée par la London University suggère que, en termes de développement cognitif et conceptuel, un enfant de 11 ans d'aujourd'hui a deux ou trois ans de retard par rapport à son homologue d'il y a



quinze ans.

Notre lettre ouverte ne se voulait nullement alarmiste. Elle n'était pas non plus critique envers les enseignants ou les enfants. L'objectif n'était pas d'imputer à quiconque la responsabilité de la «toxicité» de l'enfance, mais d'engager un large débat public.

Dans la presse éducative de ces dix dernières années, nous avons pu lire d'innombrables lettres d'enseignants concernant la «culture de l'audit», d'incessants tests, examens et enseignements dépassant le programme académique. Selon eux, elle détruit l'amour inné de l'enfant pour l'apprentissage et – c'est tout aussi important – l'art vivant et créatif de l'enseignement.

Les politiques éducatives qui font peu ou pas référence à l'apprentissage relationnel humain représentent un grave danger. Nous nous efforçons de restaurer cet équilibre en comprenant le véritable rôle de l'«apprentissage relationnel» en tant que condition préalable à une expérience d'apprentissage émotionnellement et spirituellement mature. Si nos enfants n'ont pas l'occasion de grandir dans un environnement propice à l'apprentissage, le danger est que les problèmes de santé comportementale et mentale qui se multiplient actuellement se généralisent davantage et que

nos enfants ne soient pas à même de faire face à la société de demain.

Nous pouvons commencer par faire connaître l'abondante littérature qui existe déjà sur les effets de la «toxicité» de la culture moderne sur le développement et l'apprentissage des enfants.

Et il nous appartient à tous – parents, enseignants, professeurs, lobbyistes et politiciens – d'assumer nos responsabilités et d'atténuer les pires excès de cette culture. Si nous nous y attelons, non seulement nos enfants grandiront avec une approche positive plutôt que cynique du monde, mais les enseignants pourront commencer à revendiquer à nouveau la part de création artistique qui existe dans l'enseignement.

Le docteur Richard House est un des premiers enseignants de l'école Steiner de Norwich et il est maître de conférence au Centre de recherche sur l'éducation thérapeutique à l'université Roehampton de Londres. Pour le contacter: [r.house@roehampton.ac.uk](mailto:r.house@roehampton.ac.uk).

Extrait de l'édition de décembre 2006 de «The Teacher», reproduit avec l'autorisation du magazine du NUT d'Angleterre et du Pays de Galles.

## Colombie: In memoriam

**Selon la Commission Colombienne des Droits Humains, 33 enseignant(e)s syndicalistes ont été assassinés en Colombie en 2006.**

**L'IE honore leurs noms et compatit avec leurs collègues et leurs familles.**

23-01	<b>Maria Isabel Fuentes</b>	11-04	<b>Herminda Lozano Plata</b>	17-08	<b>Fabio Martinez Rincón</b>
13-02	<b>Eneida Josefa Quintero Epieyuu</b>	24-04	<b>Alvaro Enrique Garnica Diaz</b>	19-08	<b>Berta Inés Agudelo Valencia</b>
13-02	<b>Arturo Santo Guzman</b>	02-06	<b>Julio Enrique Vergara</b>	05-09	<b>Germán Eduardo Solano Andrade</b>
23-02	<b>Guillermo Zemanate Bermeo</b>	07-06	<b>Mario de Jesús Giraldo Aristizabal</b>	10-09	<b>Afranio Martinez Rincón</b>
05-03	<b>Luz Miriam Farias Rodríguez</b>	04-07	<b>Luis Hernando Chira</b>	24-10	<b>Ana Lucia Moreno Alvarez</b>
09-03	<b>William Rafael Ortiz Cardenas</b>	06-07	<b>Francisco Ernesto Garcia Mora</b>	03-11	<b>Elías Perea Quejada</b>
22-03	<b>Norberto Castillo Romero</b>	10-07	<b>Ivan Nañez Muñoz</b>	16-11	<b>Ramiro Rafael Romero Coba</b>
28-03	<b>Max Villagarcia</b>	12-07	<b>Helbert Orozco Pinzón</b>	17-11	<b>Esaú Gutierrez Galves</b>
30-03	<b>Arcenio Peña</b>	17-07	<b>Hernando Molina</b>	18-11	<b>Jorge Victor Padilla Babilonia</b>
31-03	<b>Jhon Jairo Osorio</b>	25-07	<b>Maria Leticia Garces Franky</b>	18-11	<b>Rodrigo de Jesús Rendón Galvis</b>
08-03	<b>Edgar de Jesús Rave Serna</b>	27-07	<b>Javier Pedroza de la Hoz</b>	02-12	<b>Luís Nelsón Zapata Sepúlveda</b>

## Iran: Les enseignant(e)s font face à une répression brutale

Des milliers d'enseignants ont envahi les rues de Téhéran afin de manifester leur colère et leur frustration à l'encontre de salaires complètement inadéquats et un manque total de respect de la part des autorités éducatives. Les rémunérations des enseignants iraniens sont tellement en dessous du seuil de pauvreté que beaucoup doivent prendre deux voire même trois emplois pour

pouvoir nourrir leurs familles. La réponse du Gouvernement aux enseignants a été prompte et brutale, avec des arrestations en masse allant jusqu'à 1.000 enseignants le 14 mars. Le journal The Guardian a relaté: "dans une opération minutieusement coordonnée, la police anti-émeute a fondu sur les manifestants et les battus à coups de bâtons alors qu'ils essayaient de se rassembler à l'exté-

rieur du Parlement et du Ministère de Education iraniens. Ils ont entassé des groupes d'enseignants dans des camions de police et des bus et les ont transportés dans des centres de détentions à travers la capitale, Téhéran". L'IE a écrit le 16 mars au Président iranien Mahmoud Ahmadinejad une lettre condamnant pour la répression sévère et appelant à la libération immédiate de tous les

enseignants. La lettre a reçu une large couverture médiatique à l'intérieur même du pays.

L'IE et le Groupe des travailleurs du BIT a rencontré la délégation iranienne auprès du conseil d'administration du BIT à Genève le 21 mars. Ils ont demandé au gouvernement iranien d'engager un dialogue social avec les syndicats d'enseignants. L'IE continuera à surveiller la situation de près.

## Corée: Violation de la liberté d'expression

Deux enseignants coréens font face à la peine de mort pour avoir téléchargé sur Internet des informations sur la Corée du Nord. Choi Hwa-Seop et Kim Maeng-Gyu ont été arrêtés le 18 janvier 2007 pour violation de la sécurité nationale pour avoir téléchargé des posters nord-coréens et des

informations concernant les politiques nord-coréennes. La charge de violation de la sécurité nationale peut être passible de la peine de mort.

Les deux enseignants ont été récompensés pour leur contribution à l'éducation à la paix et leur travail dans l'unification de l'édu-

cation a été reconnu par le Ministère de l'Education et le Ministère de l'Unification.

Les enseignants coréens, confrères membres du syndicat des enseignants coréens et des travailleurs de l'éducation coréens, KTU ou JeonGyoJo, se sont mobilisés en soutien à Choi et

Kim. L'IE a écrit au Président de la République de Corée pour demander instamment à son gouvernement de respecter le droit fondamental à la liberté d'expression garanti dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et de relâcher les deux enseignants détenus immédiatement.

## Zimbabwe: L'IE inquiète de l'aggravation de la crise nationale

Tandis que la crise au Zimbabwe s'accroît, les enseignants et leurs syndicats sont préoccupés par des violations répétées des droits humains et syndicaux. Avec une hyperinflation galopante de 1.600%, des taux de chômage excédant

les 80%, et à la fois de la nourriture et du carburant en faible quantité, l'économie nationale atteint le point de rupture et l'agitation civile grandit.

Avec des salaires bien en dessous du seuil de pauvreté, les enseignants ont rejoint les mé-

decins nationaux pour une grève demandant des salaires décents, et les étudiants protestent contre des frais de scolarité exorbitants. Des syndicalistes et des dirigeants de l'opposition ont été harcelés et emprisonnés lors de la représ-

sion gouvernementale.

L'IE maintient des liens étroits de solidarité avec les organisations membres au Zimbabwe dans cette situation extrêmement difficile.

# Faire de Bologne une réalité : L'IE a organisé le séminaire officiel du processus de Bologne à Londres sur la mobilité du personnel et des étudiants

Par Monique Fouilhoux



Dans le cadre de la collaboration continue entre l'Internationale de l'Education et les syndicats nationaux des étudiants en Europe (ESIB), et en coopération avec l'University and College Union, UK (UCU), ce séminaire a été organisé en vue de renforcer l'idée qu'il faut évoluer d'une « mobilité individuelle vers une mobilité institutionnelle ».

185 participants venus de 35 pays – dont des syndicalistes, des étudiants, des représentants d'organismes institutionnels, gouvernementaux et inter-gouvernementaux – se sont rassemblés à Londres afin de discuter de questions liées à la mobilité du personnel et des étudiants.

Lors de son intervention, le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, a rappelé aux participants que la mobilité du personnel universitaire et des étudiants constituait un élément clé de l'enseignement supérieur, en tant qu'« outil visant à promouvoir la coopération inter- et intra-disciplinaire, par delà les frontières européennes, afin de contribuer au développement personnel et professionnel du personnel et des étudiants, et de créer une réelle dimension européenne pour l'enseignement supérieur ».

Deux études traitant de la mobilité du personnel et des étudiants ont été présentées respectivement par Conor Cradden, chercheur indépendant, et Sanja Brus, de l'ESIB. Ces dernières ont démontré

que si la mobilité étudiante était plus faible que souhaitée, la mobilité du personnel universitaire pour des périodes d'enseignement se situait probablement à un niveau plus faible encore. Lors de leurs présentations, les deux intervenants ont mis en lumière les obstacles clés à la mobilité et ont proposé d'éventuelles solutions, créant ainsi une base de discussion pour les quatre ateliers qui ont suivi.

L'un des principaux problèmes identifiés fut le manque de données relatives à la mobilité. Le Groupe de travail, désigné par le Groupe de suivi de Bologne afin de rassembler des données sur la mobilité du personnel et des étudiants, n'est pas parvenu à présenter des



données comparables et fiables sur la mobilité. Les raisons de cet échec sont doubles : on notera un manque de définitions communes associées à une insuffisance de collectes de données nationales. Par ailleurs les principales raisons au manque de progrès dans le domaine de la mobilité ont été identifiées comme telles : la mobilité étant envisagée principalement dans une perspective individuelle, la

majorité des institutions d'enseignement supérieur ne la considèrent pas comme relevant de leur responsabilité. Le séminaire a adopté des recommandations visant à permettre la mobilité et – objectif tout aussi important – à garantir que les questions relatives aux salaires, aux conditions et aux opportunités de carrière dans les universités, soient reflétées de manière adéquate

## Suggestions pour le Communiqué de Londres

Nous sommes convaincus que la mobilité renforcera la qualité de l'enseignement supérieur et qu'il est maintenant grand temps de faire véritablement de la mobilité l'un des points majeurs du processus de Bologne. Il est ainsi nécessaire de faire un effort plus important afin de mettre en place des stratégies cohérentes, incluant des plans d'action à tous les niveaux, de favoriser une mobilité plus équilibrée et de faire tomber les barrières. Nous demandons au Groupe de suivi de Bologne d'accorder une priorité majeure au travail sur la mobilité et de rendre un rapport aux ministres d'ici 2009.

Nous demandons au Groupe de suivi de Bologne d'inviter la Structure pan-européenne de l'IE, l'ESIB, avec la participation d'autres partenaires concernés, à développer une stratégie européenne sur la mobilité du personnel et des étudiants, qui devrait être examinée à l'occasion de la prochaine réunion ministérielle en 2009. La définition de statistiques appropriées en collaboration avec les fournisseurs de données internationaux doit être considérée comme une tâche prioritaire afin de soutenir le reste du travail. Dans certains domaines bien définis, un bilan pourrait constituer un outil potentiel de soutien à ce travail. Chacune de ces stratégies impliquera un engagement plus important de tous les partenaires à tous les niveaux pertinents, en particulier des institutions de l'enseignement supérieur et des ministères importants qui traitent de questions autres que l'éducation.

Nous avons également convenu que – du fait de l'urgence – la réglementation relative aux visas, les permis de travail et les conditions sociales et financières pour la mobilité nécessitent d'être traités par les autorités nationales, afin de briser les obstacles à la mobilité du personnel et des étudiants et ce, bien avant la conférence ministérielle prévue en 2009.

dans le cadre du processus de Bologne, malgré une absence fortement marquée au cours des huit premières années de son histoire. Il a également proposé des suggestions (voir encadré) pour le projet de communiqué devant être adopté par les ministres lors de la pro-

chaine conférence ministérielle prévue en mai à Londres.

Tous les documents relatifs au séminaire ainsi que le rapport complet sont disponibles à l'adresse <http://www.ei-ie.org/highereducation/fr/>.

L'IE est un membre consultatif

du Processus de Bologne depuis 2005. Ce séminaire représente une étape clé pour l'IE et ses affiliés en contribuant de manière constructive au processus. Il a mis en relief la convergence des inquiétudes du personnel universitaire en vue de la réalisation des objec-

tifs de Bologne et a démontré la capacité du mouvement syndical à s'engager sur des questions délicates. Il a justifié la longue bataille visant à faire entendre la voix des syndicats au sein du Processus de Bologne.

## > Entretien

# Mahnaz Afkhami: Encourager la formation des femmes au leadership

Par Claude Carroué

Il y a soixante ans, sa grand-mère se libérait des rôles traditionnels reconnus aux genres par son choix de vie de mère célibataire et travailleuse dans le sud de l'Iran. Une génération plus tard, sa mère trouvait le courage de quitter son riche mari, d'émigrer aux Etats-Unis, de travailler dans une conserverie pour faire vivre ses enfants et de se scolariser.

Comment s'étonner que la personnalité de Mahnaz Afkhami fût profondément inspirée par l'indépendance farouche des vies de sa grand-mère et de sa mère. Professionnellement parlant, une des personnes qui eurent la plus grande influence sur sa vie fut la première femme ministre d'Iran, qui fonda un lycée pour filles et commença à donner des cours de leadership.

« J'étais la deuxième femme à devenir ministre en Iran, j'ai donc suivi ses traces à plus d'un titre », a dit Afkhami. « Mon travail a beaucoup été lié à l'éducation comme pilier du développement de mouvement. Il repose sur l'idée que les jeunes filles ont particulièrement besoin d'être exposées à une diversité d'idées, de concepts et de philosophies pour leur permettre de choisir la manière dont elles façonneront leur vie. »

Après avoir étudié aux Etats-Unis, Afkhami retourna enseigner à l'Université nationale d'Iran. Elle y dirigea le Dépar-

tement de Littérature et fonda une association d'étudiantes et de professeures d'université. Cette association avait pour but d'aider à « jeter des ponts entre nos racines culturelles et les concepts nouveaux de droits humains et de justice sociale. »

Le 8 Mars, pour célébrer la Journée internationale de la femme, Afkhami se trouvera à Washington, afin de délivrer le message selon lequel « malgré la diversité des circonstances et des contextes dans lesquels nous travaillons, de nombreuses choses nous lient toutes ensemble. Les stratégies que nous pouvons partager sont nombreuses et notre solidarité est notre force. »

Elle sera également là pour lancer « Against All Odds : Women Partnering for Change in a Time of Crisis », (« Contre toute attente : les femmes s'associent pour le changement dans un temps de crise »), un documentaire sur le Women's Learning Partnership, une organisation fondée par Afkhami en 2000.

« Au début, nous nous sommes réunies avec des femmes dirigeantes de cinq pays : de Palestine, du Maroc, de Jordanie, d'Afghanistan et du Nigéria », se souvient-elle. Aujourd'hui, elles œuvrent avec un réseau de 18 organisations partenaires indépendantes du Sud à doter les femmes du pouvoir de transformer leurs familles, leurs communautés et leurs sociétés. Le



©WLP

Mahnaz Afkhami

Women's Learning Partnership travaille aujourd'hui dans des pays à majorité musulmane aussi bien que dans des pays d'autres traditions religieuses, comme le Brésil ou le Nicaragua. « Notre manière particulière de concevoir le leadership attire des femmes issues de contextes culturels et religieux différents, » souligne Afkhami.

« L'importance attachée par le Women's Learning Partnership au leadership participatif tient au besoin avéré de femmes dirigeantes, particulièrement dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord », explique-t-elle. « Nous en sommes arrivées à la conclusion qu'il est nécessaire que nous créions un programme et des situations d'apprentissage concrètes qui aideront les femmes à prendre conscience de leurs capacités de leadership. Tant que les femmes ne réaliseront pas qu'elles sont les auteurs

de leurs propres vies, l'accomplissement de tout autre changement social est vraiment improbable. »

« Nous venons de lancer le Young Women's Learning Partnership pour mettre en valeur l'éducation et le développement de mouvement chez les jeunes filles de 12 à 18 ans, » ajoute-t-elle. Cependant, elle ne conçoit pas cet échange d'expérience et de connaissances comme une stricte relation de maître à élève entre l'ancienne et la jeune génération, mais plutôt comme l'instauration d'un dialogue et d'un apprentissage réciproque entre les deux.

Afkhami répond sans hésiter quand on lui demande quel est le plus important obstacle auquel elle et son organisation sont confrontées. « C'est le contexte culturel patriarcal ancien au sein duquel presque toutes nos partenaires travaillent, cette conception traditionnelle des relations humaines, qui affecte non seulement la condition des femmes, mais fait également obstacle à l'avènement de sociétés justes et démocratiques. »

Plus que tout, Afkhami espère que « la résolution pacifique des désaccords deviendra une valeur universelle ».

Pour en savoir plus sur le travail d'Afkhami avec le Women's Learning Partnership, visitez le site Web : [www.learningpartnership.org/](http://www.learningpartnership.org/)

## Combattre la violence envers les filles à l'école

**L**e droit des filles à l'éducation constitue l'un des droits les plus essentiels – Car l'éducation joue un rôle important en permettant aux filles de protéger d'autres droits. Toutefois ce droit est systématiquement violé dans plus de 70 pays.

“En 2000, les pays à travers le monde se sont engagés à atteindre la parité entre les genres dans l'éducation d'ici à 2015, et cependant aucun progrès n'a été fait”, déplore le dernier rapport d'ActionAid “Atteindre le niveau-Un modèle de politique nationale pour la prévention, la gestion et l'éli-

mination de la violence envers les filles à l'école”.

“Il est clair qu'à moins que la discrimination, le harcèlement et la violence à l'école ne soient pris en compte, les filles ne seront pas en mesure de jouir du droit à l'éducation qui leur a été promis dans tant de constitutions nationales et dans tant de traités légaux et de déclarations nationales », indique le rapport.

“La violence envers les filles possède des impacts à court et à long terme sur les vies des filles concernées. A court terme, cela peut signifier la fin de la scolarité” et “cette situation d'inégalité entre les genres et

de violence exacerbe la vulnérabilité des femmes face au VIH et au SIDA.”

Le modèle de politique présenté dans le rapport a été élaboré par un groupe d'experts en politique éducative, des activistes de la société civile, des syndicats d'enseignantes et d'enseignants et d'experts des droits des femmes pour aider les gouvernements de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe à développer une politique approfondie intégrée unique sur la violence envers les filles.

Le rapport recommande que les gouvernements “s'assurent que

les institutions de formation des enseignants intègrent la sensibilisation à la violence contre les filles dans le curriculum de la préformation et de la formation professionnelle en tant que partie intégrante de la formation des enseignants”. Et les syndicats d'enseignants devraient “adopter des définitions claires de la violence contre les filles à l'école, ainsi que des obligations et des devoirs des enseignants, des lignes directrices pour traiter des rapports sur des actes de violence et des lignes directrices pour agir envers les enseignants accusés d'avoir commis des actes de violence contre des filles ».

## Dans l'intérêt public : L'éducation, la santé, l'eau et des équipements sanitaires pour tous

**D**es classes avec des enseignants; des cliniques avec des infirmières; des robinets et des toilettes qui fonctionnent en état : pour des millions de personnes dans les pays en voie de développement, ces choses restent un rêve lointain. Et pourtant ce sont ces services publics vitaux — santé, éducation, eau et sanitaires — qui sont la clé de la transformation de la vie de ces personnes vivant dans la pauvreté.”

Ainsi commence *In the Public Interest*, un nouveau rapport élaboré conjointement par Oxfam International et WaterAid, deux ONG basées au Royaume-Uni. Le rapport demande aux pays riches de soutenir les pays en voie de développement en augmentant leur aide à long terme afin de renforcer et d'améliorer

ces services publics fondamentaux.

Malheureusement, des millions de familles n'ont pas accès à l'éducation publique, aux soins de santé, à l'eau et aux sanitaires. Le rapport déclare qu'aujourd'hui :

- > 4.000 enfants mourront de diarrhée, une maladie due à la consommation d'eau non potable
- > 1.400 femmes mourront, alors qu'on pourrait l'éviter, lors de leur grossesse ou d'un accouchement
- > 100 millions d'enfants, dont la plupart des filles, n'iront pas à l'école.

Ces statistiques sinistres peuvent cependant être modifiées. “Le monde peut certainement agir.” Oxfam a estimé que répondre aux objectifs de développement du millénaire relatifs

à l'éducation, à la santé, à l'eau et aux équipements sanitaires coûterait 47 milliards de dollars par an. “Comparez cela aux dépenses globales militaires annuelles d'un trillion de dollars ou des 40 milliards de dollars que le monde dépense chaque année en nourriture pour animaux domestiques.”

Les auteurs du rapport décrivent les améliorations qui interviennent lorsque les gouvernements fournissent des services universels pour les femmes et les filles, suppriment les frais de soins de santé et d'éducation, subsidient l'eau et les sanitaires et étendent leurs services aux régions rurales.

Lorsque les gouvernements ne fournissent pas de tels services, les sociétés sont marquées par de profondes injustices, la



discrimination de genre, des faibles taux d'éducation et de taux élevés de mortalité. Même si les groupes de la société civile peuvent s'occuper de certains problèmes, la responsabilité incombe clairement aux gouvernements.

“Si l'Etat est en faillite, il ne faut pas compter sur le marché pour résoudre le problème,” affirme le rapport.

Pour lire le rapport complet, rendez-vous sur : [oxfam.org](http://oxfam.org) ou [wateraid.org.uk](http://wateraid.org.uk)

# L'autonomisation des femmes pour qu'elles aident les enfants **recommandée par l'UNICEF**

L'élimination de la discrimination sexiste et l'autonomisation des femmes auront des répercussions profondes et positives sur la survie et le bien-être des enfants, affirme *La Situation des enfants dans le monde 2007*, un rapport complet publié lors du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'UNICEF. L'égalité des sexes produit le « double dividende » de bénéficier à la fois aux femmes et aux enfants et est essentielle à la santé et au développement des familles, communautés et nations.

« Nous qui nous préoccupons de la santé et du bien-être des enfants d'aujourd'hui et de demain, nous devons, dès maintenant, faire en sorte que les femmes et les filles bénéficient des mêmes possibilités d'obtenir une éducation, de participer au gouvernement, de se prendre en charge d'un point de vue économique et d'être protégées de la violence et de la discrimination », a affirmé la Directrice générale de l'UNICEF, Ann M. Veneman.

Le rapport présente sept interventions clés pour améliorer l'égalité des sexes. Celles-ci se rattachent à l'éducation, au fi-

nancement, à la législation, aux quotas législatifs, aux femmes qui favorisent l'autonomisation d'autres femmes, à la mobilisation des hommes et des garçons et aux recherches et aux données sur la situation des femmes et des filles.

Il déplore que, « malgré d'importants progrès réalisés depuis l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la discrimination sexiste reste omniprésente dans toutes les régions du monde. Elle se manifeste par la préférence accordée aux fils plutôt qu'aux filles, par les possibilités restreintes d'études et de travail imposées aux filles et aux femmes et par des formes de violence sexiste caractérisée, par exemple des violences physiques et sexuelles ».

D'autres formes, moins apparentes, de discriminations sexistes, telles que la discrimination institutionnalisée et les traditions culturelles perpétuant l'exclusion sociale et la discrimination de génération en génération au travers de stéréotypes sexistes, peuvent avoir des



effets tout aussi destructeurs.

Les avantages de l'égalité des sexes vont bien au-delà de leurs effets directs sur les enfants. Le rapport montre comment, en encourageant l'égalité des sexes et en favorisant l'autonomisation des femmes - Objectif du Millénaire pour le Développement no.3 - on progresse vers

tous les autres objectifs, de la réduction de la pauvreté et de la faim à la protection de la vie des enfants, de l'amélioration de la santé maternelle à l'éducation pour tous, la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies et la viabilité de l'environnement.

## AVRIL 2007

01-03 > Conférence annuelle de l'Université mondiale du travail, Johannesburg, Afrique du Sud

23-29 > Semaine Mondiale d'Action, partout dans le monde

## MAI 2007

01 > Fête internationale du travail, partout dans le monde

29 > Ouverture de la 96<sup>ème</sup> session de la Conférence de l'OIT, Genève, Suisse

## JUIN 2007

04-06 > Réunion régional sur les genres et l'égalité, Brésil

## JUILLET 2007

22-26 > Cinquième Congrès Mondial de l'IE, Berlin, Allemagne